

Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,

La neige a fondu, l'herbe pousse, il est grand temps de passer au balayage de printemps ! Non seulement dans nos granges, mais aussi par rapport aux fausses solutions à cette crise que nous connaissons depuis trop longtemps. Contrairement à ce que l'on nous dit depuis des décennies, vendre notre production sur le marché mondial ne nous amène jamais de plus-value, bien au contraire (Chine, les pays émergents...). Puisqu'à chaque fois ces échanges nous font baisser le prix de notre lait en Europe. Nous devons continuer à échanger nos produits mais en s'assurant que notre consommation de première nécessité reste le plus local possible dans nos pays respectifs. Quoi que l'on fasse, notre production de lait à tous et à toutes doit se gérer avec tous les pays de l'Union européenne. Cela fait maintenant plus de dix ans que nous avons fondé l'EMB avec toutes ces organisations de nombreux pays (APLI en France) car le problème est bien européen, donc la solution est bien européenne.

D'un côté, à Bruxelles, les institutions européennes arrivent sur la dernière ligne droite des négociations de la nouvelle PAC. Il est aussi grâce à nous et nos efforts à l'EMB que l'avis du Parlement européen contient des bons outils de crise et de régulation. Ainsi, nous retrouvons des instruments comme la réduction de volume en cas de crise sur la table de négociation pour la nouvelle PAC. Maintenant, nous avons un coup de bélier à donner pour inscrire ces instruments de crise dans les textes finaux sur ces derniers mètres de la réforme.

De l'autre côté, mais en fort lien avec ce premier point, il faut que nous nous organisions mieux entre producteurs, inter-pays et inter-laiteries, notamment en créant des organisations de producteurs transversales. Nous devons nous-même prendre en main la négociation des prix. Dans ce contexte, osons arrêter la surproduction ! Aujourd'hui, nous produisons 15 à 20 % de lait en trop en Europe. Il ne faut pas avoir peur de diminuer. Car le principal n'est pas le nombre de litres ou de vaches d'un producteur, mais la rémunération qu'il peut obtenir de son travail chaque mois et jusqu'à la fin de sa carrière pour qu'il puisse passer une ferme viable, rentable et pleine d'harmonie à la prochaine génération. Nous avons aujourd'hui avec l'Observatoire du marché du lait de l'UE, en élargissant son périmètre d'action, la possibilité d'empêcher les importations faisant l'objet d'un dumping en provenance de certains pays du monde.

Pour tout cela, il faudrait qu'à ce moment crucial nous battions la campagne, convainquions les autres agriculteurs et agricultrices et dénoncions ces paroles poussièreuses des syndicats majoritaires ou conservateurs ! Grâce à l'EMB, j'ai la chance de voyager en Europe et de rencontrer de nombreux éleveurs. Je me rends compte depuis longtemps que le point commun est toujours lié aux prix du lait. Seulement, tout le monde n'a pas la force de le crier haut et fort aux institutions. Croyez-moi, la plupart des éleveurs veulent trouver une solution. Et notre solution est la plus radicale et la plus plausible pour avoir enfin des prix rémunérateurs. Donc mobilisons-nous !

Dans ce numéro, vous trouverez comme d'habitude des informations sur les indicateurs de marché. Deux communiqués de presse de l'EMB font l'analyse de la réforme actuelle de la PAC et de la semaine de négociations en trilogue qui se sont tenues à la fin de mars. Kaspars Melnis (LOSP, Lettonie) et Even Erlien (Bondesolidaritet, Norvège) donnent un aperçu de la situation des producteurs laitiers dans leurs pays. Dans une lettre ouverte, de nombreuses organisations

Bulletin de l'EMB avril 2021

- Indicateurs de marché (au 30/03/2021)
Une participation équitable au
- marché pour les producteurs de lait européens !
- Réforme de la PAC : semaine de négociations à la fin de mars
- Situation actuelle des producteurs laitiers en Lettonie
Lettre ouverte : plusieurs organisations internationales exhortent les institutions de l'UE à
- rendre l'agriculture équitable et
- porteuse d'avenir
Des nouvelles de la Norvège
De nombreuses actions fortes des agriculteurs et agricultrices dans l'UE et au-delà

Contact

EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org

européennes d'agriculteurs, de protection de l'environnement et d'aide au développement exhortent les institutions européennes à rendre l'agriculture équitable et porteuse d'avenir. Et pour finir, nous attirons l'attention sur les actions menées par les agriculteurs et agricultrices dans plusieurs pays de l'UE et au-delà.

Je vous souhaite une bonne lecture !

Boris Gondouin, membre du comité directeur de l'EMB et du conseil d'administration de l'APLI

Indicateurs de marché (au 30/03/2021)

© Commission de l'UE

*L'indice **Global Dairy Trade** est en repli pour la première fois depuis le 17 novembre 2020, avec une baisse marquée de 3,8 % au 16 mars, alors qu'il avait connu une croissance forte de 15 % au 2 mars. En mars, le prix moyen provisoire du **lait spot italien** enregistre une baisse claire de 6,42 % par rapport au mois précédent et atteint 34,10 ct/kg (mais +0,53 % par rapport au*

début de la pandémie en mars 2020).

En février, le **prix du lait dans l'UE-27** a baissé de 0,6 % pour atteindre 34,74 ct/kg, après avoir diminué de 1,02 % et 0,25 % en janvier et décembre, respectivement. Le **prix du beurre dans l'UE** s'établit à 391 euros par 100 kg, ce qui représente une hausse de 0,5 % par rapport à la semaine précédente et une forte croissance de 9,2 % sur les quatre dernières semaines. Si l'on regarde les trois derniers mois, la baisse qui a duré jusqu'à début janvier a été suivie dès le début de l'année par une hausse de 16,7 %. Il

s'agit du prix le plus haut pour le beurre depuis la mi-2019.

Le prix du **lait écrémé en poudre dans l'UE** est actuellement de 245 euros par 100 kg, soit une hausse de 0,8 % par rapport à la semaine précédente et de 4,3 % sur quatre semaines. Le dernier trimestre a été marqué par une hausse presque continue du prix depuis la fin décembre. Il est est à sa valeur

la plus haute depuis le début de la pandémie, en mars 2020.

Les cours des **contrats à terme sur les produits laitiers** à l'European Energy Exchange (EEX) indiquent des tendances diverses. Par exemple, les contrats de lait écrémé en poudre pour juin 2021 ont augmenté en comparaison mensuelle de 3,8 % au 29 mars pour atteindre 2 495 euros par tonne. Pour le beurre, ils ont diminué de 1,1 % sur la même période et s'établissent à 4 000 euros par tonne. Les cours de ces deux produits avaient atteint un pic passager pendant la première quinzaine de mars.

European Milk Board, avril 2021

Une participation équitable au marché pour les producteurs de lait européens !

Le cadre de la politique agricole doit permettre d'interpréter correctement les signaux et au marché de réagir de manière adéquate ! À l'issue de la réunion des 27 États membres lors du Conseil Agriculture, le Commissaire européen à l'Agriculture, Janusz Wojciechowski, a émis des doutes sur la nécessité d'une réforme de fond de l'Organisation commune des marchés (OCM) dans le cadre de la Politique agricole commune (PAC). Selon lui, le système actuel et ses instruments de gestion de crise fonctionneraient bien.

© Pixabay, Dimitris Vetsikas

« Je suis d'accord avec M. Wojciechowski qu'il y a eu par le passé **quelque chose** qui fonctionnait. Il s'agissait d'**un** instrument de gestion de crise : la réduction volontaire des volumes, qui a été employée en 2016/2017 », explique Sieta van Keimpema, la présidente néerlandaise de l'European Milk Board. « Là où le bât blesse, c'est que cet instrument n'est pas encore ancré dans l'OCM, ce qui rend très incertaine son utilisation lors des crises à venir. La proposition actuelle du Parlement européen prévoit d'intégrer cet instrument dans l'OCM, le mettant ainsi sur le même plan que l'intervention et permettant qu'il soit employé plus rapidement. Le but d'une organisation efficace du marché doit être de désamorcer à temps les crises et d'éviter de grever inutilement les agriculteurs et les budgets publics. » Lors de la crise de 2016, cela a eu lieu beaucoup trop tard.

De plus, M. Wojciechowski et de nombreux États redoutent que les instruments de l'OCM ne remettent en question l'orientation de la PAC sur l'économie de marché. Kjartan Poulsen, producteur de lait danois et vice-président de l'EMB, le conteste : « la réduction volontaire des volumes est justement un instrument indispensable à l'économie de marché dans le secteur laitier. En effet, un des mécanismes fondamentaux du marché ne fonctionne pas dans ce secteur : en période de baisse des prix, l'offre ne diminue pas comme le voudraient les règles du marché ; au contraire, les éleveurs accroissent leur production. Pour eux, l'objectif est de compenser les pertes de recettes occasionnées par la baisse des prix en augmentant la production de leur exploitation. Pourtant, cela aggrave l'état du marché. » Pour M. Poulsen : « nous devons donner au marché un cadre qui adapte le comportement des producteurs à l'état de celui-ci. En cas d'excédents de lait menant à une crise, l'instrument de la réduction volontaire de la production peut permettre de réduire temporairement les volumes de manière limitée et **commune** dans l'UE. Le signal lancé par des prix trop bas conduit donc, en fin de compte, à une diminution souhaitée de la production et à un marché stabilisé. » Ce n'est qu'ainsi que les producteurs peuvent exercer leur responsabilité, participer au marché et contribuer à son objectif d'amélioration et de simplification du quotidien et de la prospérité des exploitations et des consommateurs européens. Pour M. Poulsen, « cela devrait pourtant être dans l'intérêt du Commissaire Wojciechowski, pour la politique agricole européenne ».

Communiqué de presse de l'EMB du 26 mars 2021

Réforme de la PAC : semaine de négociations à la fin de mars

Les producteurs exhortent la présidence portugaise du Conseil, les États membres de l'Union européenne et la Commission à mettre à profit une semaine cruciale pour la réforme de la PAC : ancrez des instruments de gestion de crise efficaces et une meilleure position sur le marché dans la PAC

!

Les 22 et 23 mars, les ministres de l'agriculture de l'Union européenne se réunissent au sein du Conseil Agriculture afin de continuer à débattre de leur position sur l'avenir de la Politique agricole commune (PAC). Le 24 mars, le Conseil et le Parlement européen négocieront en trilogue sur les instruments de gestion de crise et les règles de concurrence dans l'Organisation commune des marchés (OCM) de la PAC. Vendredi, 24 mars, aura lieu un « super-trilogue » au cours duquel le Conseil et le Parlement négocieront les trois

dossiers de la PAC.

L'European Milk Board demande que cette semaine soit mise à profit pour rendre l'agriculture et le secteur laitier plus équitables et résistants aux crises. Sa présidente, Sieta van Keimpema, ajoute : « La [position du Parlement européen](#) sur la réforme de l'OCM comporte des modifications novatrices qui doivent désormais trouver un ancrage législatif ». Dans le détail, cela signifie

que les producteurs de lait de 16 pays européens :

- attendent du Conseil qu'il examine sérieusement et dans leur totalité, au début de la semaine et en préparation du trilogue, les modifications pertinentes du Parlement et les explications et justifications convaincantes qui les accompagnent. La réduction de la production en période de crise (position du Parlement art. 219a & 219b), la prévention, le suivi et la gestion des crises (entre autres art. 1, 1a, 218b, 222, 222a), l'Observatoire des marchés (Art. 218a) et la transparence totale sur les interventions (Art. 16) devront faire l'objet d'une attention particulière.
- soutiennent l'équipe de négociation du Parlement dans sa volonté de défendre sa position de manière forte et unie au cours du trilogue et du « super-trilogue ».
- comptent sur la Commission pour jouer son rôle de médiateur dans les trilogues dans l'intérêt des agriculteurs et d'un avenir de durabilité globale de la production alimentaire.

Cette revendication d'une réforme ambitieuse de l'OCM est une préoccupation centrale pour beaucoup d'organisations dans le domaine de l'environnement, de l'aide au développement et de l'agriculture. Lors du dernier trilogue, le 3 mars, de nombreuses organisations avaient ainsi exprimé, dans une [lettre commune](#), leur souhait de mettre à profit la réforme de la PAC pour faire de l'agriculture un secteur équitable et porteur d'avenir. Le contexte actuel de la pandémie de Covid-19 vient encore souligner le caractère essentiel d'une production alimentaire fiable et nous enseigne que nous devons tout faire pour préserver et développer la sécurité alimentaire. L'incertitude des producteurs quant à leur avenir compromet aussi la sécurité alimentaire dans l'UE.

Communiqué de presse de l'EMB du 22 mars 2021

Situation actuelle des producteurs laitiers en Lettonie

D'après les informations compilées par le centre de données agricoles de Lettonie, le volume de lait cru livré dans le pays en février a augmenté de 2,1 % par rapport au même mois de l'année précédente, pour atteindre 57 678 tonnes. Dans le même temps, les données du centre montrent que la quantité de lait cru bio acheté en février de cette année a augmenté de 0,22 % par rapport à la même période de l'année passée et se montait à 3 930 tonnes. Le volume de lait bio transformé en février 2021 (2 834 tonnes) a diminué de 23,1 % par rapport au même mois de 2020.

© Pixabay, Elionas

Le nombre de troupeaux laitiers en février de cette année était inférieur de 9,2 % par rapport à février 2020. 11 630 troupeaux sont actuellement enregistrés en Lettonie. Le nombre de vaches laitières a également baissé – alors que le pays comptait 137 546 vaches laitières en février 2020, il n'en reste plus que 135 874 cette année, soit 1,2 % de moins.

Les informations opérationnelles montrent que le prix d'achat du lait en Lettonie en février de cette année était 296,5 euros par tonne, soit 1,6 % de plus qu'un mois auparavant (291,8 euros par tonne). En revanche, il était 3,3 % plus bas qu'en février 2020 (306,5 euros par tonne).

Kaspars Melnis, membre du Conseil de coopération des organisations agricoles lettones (LOSP) et directeur exécutif de l'Association des sociétés agricoles statutaires, explique : « Il y a une inquiétude quant à la croissance très rapide et disproportionnée du prix des fourrages. Cette hausse est considérable. De nombreux agriculteurs ont déjà mis la clé sous la porte car ils ne peuvent plus faire face aux prix des matières premières, notamment du soja. Alors que son prix était de 370 euros en mars 2019, il a atteint 500 euros en mars de cette année ! Le prix du colza était déjà astronomique en mars 2019 (223 euros), mais il atteint 310 euros en mars 2021. Le prix des carburants a aussi augmenté pour des raisons incompréhensibles et semble vouloir poursuivre sa hausse. Cette année, l'élevage laitier est dans une situation pire que l'année précédente ! L'année dernière, le prix des matières premières et beaucoup de coûts associés étaient moins élevés. Le prix du lait en février 2021 (29,53 centimes) est inférieur à celui de février de l'année dernière, où il était de 30,65 centimes.

Kaspars Melnis, membre du comité directeur, Lauksaimniecības organizāciju sadarbības padome (LOSP)

Lettre ouverte : plusieurs organisations internationales exhortent les institutions de l'UE à rendre l'agriculture équitable et porteuse d'avenir

De nombreuses organisations européennes d'agriculteurs, de protection de l'environnement et d'aide au développement exhortent la présidence portugaise, les États membres de l'UE et la Commission européenne à agir sans tarder en faveur du climat, de l'environnement, des pays en voie de développement et des agriculteurs européens. Étant donné que la réforme en cours de l'Organisation commune des marchés (OCM) de la Politique agricole commune (PAC) de l'UE représente une opportunité importante d'apporter des améliorations cruciales, il faut mettre à profit la réforme actuelle de la PAC

pour rendre l'agriculture équitable et porteuse d'avenir !

Dans ce contexte, ces organisations réclament **l'inclusion** dans l'OCM **d'articles contenus dans la position du Parlement européen**. Ainsi que l'expliquent ces organisations dans leur lettre ouverte, ces articles essentiels formulés par le Parlement auraient pour effet « d'aider à accroître la résilience de l'agriculture de l'UE face aux crises, à promouvoir la durabilité générale et à permettre une transition vers davantage de souveraineté alimentaire. »

En référence aux négociations en trilogue qui ont lieu actuellement et pour rappeler au Conseil l'importance de son rôle de co-législateur, les organisations soulignent que « à l'heure où de nombreux agriculteurs et citoyens descendent dans la rue, où de nombreux articles de la réforme de l'OCM recueillent une nette majorité en plénière du PE et compte tenu des ambitions du Pacte vert européen et de ses stratégies, la volonté et le besoin de réforme sont évidents. » Il est grand temps que l'agriculture européenne réduise sa surproduction nocive, de garantir que les importations soient conformes aux normes européennes et de mettre en place et d'améliorer les outils de suivi et de gestion. De plus, il convient d'éviter, et plus simplement de gérer, les perturbations du marché et d'améliorer la transparence sur les marchés agricoles.

D'après les signataires, les articles proposés pour l'OCM – comme les articles 219a et b, 218b et 222a – « contribuent à la lutte contre la crise climatique, à une meilleure cohérence avec la politique d'aide au développement et à atteindre les objectifs fixés dans le Pacte vert, mais ils aident aussi à rendre l'agriculture européenne plus équitable et porteuse d'avenir. » Ils considèrent que cette contribution est indispensable car « les crises climatiques et de la biodiversité ne font qu'empirer et les pays tiers souffrent des effets négatifs du modèle agricole dominant de l'UE. Par ailleurs, une multitude d'études souligne le fait que de nombreux agriculteurs n'ont pas bénéficié depuis des années de prix leur permettant de couvrir leurs coûts.

Ces organisations en concluent donc : « à la lumière des multiples défis auxquels nous devons faire face, un cadre légal adapté pour l'OCM est le seul moyen d'éviter les crises récurrentes et de stabiliser le secteur agricole européen dans le long terme. (...) Il est temps d'agir et de fournir des résultats. »

Vous pouvez trouver l'intégralité de la lettre ici : **Il est temps de fournir un cadre à un secteur agricole équilibré : agissez pour une OCM qui respecte le climat, la biodiversité et les agriculteurs dans et hors de l'UE !**

*Les organisations signataires sont les organisations faîtières européennes d'agriculteurs **European Milk Board** et **European Coordination Via Campesina**, les organisations environnementales et d'agriculture biologique **Friends of the Earth Europe** et **IFOAM** ainsi que les organisations d'aide au développement **Oxfam Solidarité**, **SOS Faim** et **Vétérinaires sans frontières**.*

Dans un **entretien**, Benoit de Waegeneer explique pourquoi Oxfam Solidarité a participé à la lettre commune aux institutions européennes.

Communiqué de presse de l'EMB du 5 mars 2021

Des nouvelles de la Norvège

En Norvège, les producteurs et productrices de lait ont l'avantage de bénéficier d'un système de quotas laitiers. Ces derniers ont été revus à la hausse ces dernières années en raison d'une hausse de la demande de lait local dans le pays. Le coronavirus a influencé la demande : les ventes aux restaurants et cuisines commerciales ont reculé alors qu'en revanche, la consommation d'aliments norvégiens dans les foyers a augmenté. Cependant, couvrir les coûts moyens de production du lait demeure un vrai casse-tête pour les exploitants laitiers.

© Bondesolidaritet

Le prix du lait au producteur ne suit toujours pas l'évolution des coûts. La pression à la rationalisation structurelle demeure bien présente et de nombreuses exploitations agricoles abandonnent leurs activités, laissant plus de travail, d'animaux et de terres aux agriculteurs qui persistent dans le secteur. L'élément positif qui émerge après un an de crise du coronavirus est que les consommateurs apprécient désormais la production alimentaire norvégienne.

Un nouveau groupe Facebook de producteurs de lait, intitulé « Meilleurs prix du lait aux producteurs d'Arla » a été créé au Danemark. Il nous rappelle que nous, agriculteurs et agricultrices, devons agir ensemble. Au sein de l'EMB, nous avons la possibilité d'être le catalyseur d'un meilleur développement en mobilisant les agriculteurs et agricultrices pour une action solidaire commune. Au fil des dix dernières années, l'EMB a mené une lutte opiniâtre pour assurer des prix équitables aux exploitants laitiers. La lutte doit se poursuivre. Nous devons rester créatifs et maintenir notre collaboration sur des idées et des projets pour stabiliser les marchés et améliorer le prix du lait dans toute l'Europe. L'EMB est d'une importance cruciale pour faire aboutir de telles idées et projets.

Even Erlien, Président, Bondesolidaritet

De nombreuses actions fortes des agriculteurs et agricultrices dans l'UE et au-delà

© Lichtgut, Max Kovalenko

*Même pendant la pandémie, les agriculteurs et agricultrices montrent leur présence. Dans le cadre d'actions adaptées aux circonstances, ils descendent dans la rue pour faire part de leurs préoccupations et demandes. Ces dernières semaines, des **actions d'agriculteurs** ont eu lieu dans de*

nombreux pays européens et au-delà.

Vous trouverez [ici](#) un aperçu des événements importants ainsi que des photos des actions, par exemple aux Pays-Bas, en France et en Inde.

European Milk Board

European Milk Board ASBL
Rue de la Loi 155
B-1040 Bruxelles
Tel: +32 (0)2808 1935
Fax: +32 (0)2808 8265
Mail: office@europeanmilkboard.org
Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org/https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-avril-2021.html>